



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2016



MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -61,80 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2016 s'élève à -61,80 Md€ contre -61,35 Md€ à fin juin 2015 à périmètre constant. Cette situation s'explique par les effets conjugués d'une hausse des

dépenses nettes de 1,40 Md€, de l'augmentation des recettes nettes de 6,87 Md€ et par la baisse du solde des comptes spéciaux de 5,93 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 161,64 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,67 Md€ dont 2,67 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,73 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 3,65 Md€ dont 2,18 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,82 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,51 Md€ dont 1,18 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » et 0,96 Md€ pour le programme « Inclusion sociale et protection des personnes » ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 2,05 Md€ dont 1,74 Md€ imputable au programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,73 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,89 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,79 Md€ ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,50 Md€ dont 0,93 Md€ au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi ».

Les dépenses nettes à fin juin 2016 s'élèvent à 161,64 Md€ contre 160,24 Md€ à fin juin 2015 à périmètre constant. Ce écart est principalement dû à la conjonction des hausses des dépenses

d'intervention (+0,61 Md€), des dépenses de personnel (+0,55 Md€) et des charges de la dette de l'Etat (+0,39 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 122,85 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,05 Md€ ;

Autres impôts directs et taxes assimilées : 5,41 Md€ dont 2,67 Md€ au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune, 1,23 Md€ au titre des retenues à la source sur les revenus de capitaux et 1,23 Md€ de recettes diverses notamment la contribution additionnelle à l'IS sur les dividendes ;

Impôt sur le revenu : 4,78 Md€ ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 4,04 Md€ (notamment dus à l'encaissement du 2^{ème} acompte au 15 juin) ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,98 Md€ dont 0,99 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,50 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,71 Md€ dont -2,80 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 149,40 Md€

Elles s'élevaient à 146,65 Md€ à fin juin 2015 à périmètre constant. Cette augmentation de 2,75 Md€ s'explique essentiellement par les hausses des recettes nettes de TVA pour 2,11 Md€, des recettes de TICPE pour 1,77 Md€ (du fait, d'une part, du dynamisme des recettes en 2016, et d'autre part, de moindres versements à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France cette année, par rapport à 2015) et des droits d'enregistrement, timbre,

autres contributions et taxes indirectes pour 0,91 Md€ (notamment en raison, de l'augmentation des mutations à titre gratuit et de la hausse des autres taxes intérieures suite à la réforme de la contribution au service public de l'électricité). Les autres impôts directs et taxes assimilées sont cependant en baisse de 1,24 Md€ essentiellement en raison des diminutions des recettes diverses et des retenues à la source.

Recettes non fiscales : 4,77 Md€

Les recettes non fiscales à fin juin 2016 s'élèvent à 4,77 Md€ contre 5,64 Md€ à fin juin 2015. La hausse résulte essentiellement des effets d'une diminution de 1,35 Md€ des dividendes et recettes assimilées (notamment du fait de l'absence de dividendes EDF

cette année), partiellement compensée par l'augmentation des produits du domaine de l'Etat pour 0,67 Md€ (notamment au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -32,25 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -32,25 Md€ à fin juin 2016 contre -37,98 Md€ à fin juin 2015 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la réduction des prélèvements de l'Etat français au profit de l'Union européenne (UE) pour 4,36 Md€ suite à un rythme d'appel des ressources

plus lent début 2016 et à une rectification du budget 2015 de l'UE et par la baisse des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 1,37 Md€ (dont 1,51 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -23 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte spécial « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,09 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 13,23 Md€ (notamment au titre des acomptes de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et de cotisation foncière des entreprises). Le compte « **Financement national**

du développement et de la modernisation de l'apprentissage » affiche des dépenses d'un montant de 1,40 Md€ correspondant à la répartition régionale des ressources consacrées au développement de l'apprentissage (taxe d'apprentissage notamment).

Au 30 juin 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -23 Md€ contre -17,08 Md€ en juin 2015. Cet écart s'explique essentiellement par la variation du solde des comptes de concours financiers (-5,62 Md€)

notamment en raison des avances versées à l'Agence de service et de paiement notamment au cours du mois de février 2016, qui seront remboursées dans le courant de l'année.

Dette financière de l'Etat au 30 juin : 1 645,38 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernant les OAT (émissions nettes de remboursements de 89,63 Md€).

Le montant net des BTAN a diminué de 27,57 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin juin		Renvoi Page	
	Juin	2016	2015 retraité 2015 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	3 871	-61 798	-61 345	-58 494	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	24 041	161 642	160 244	155 839	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	24 180	122 849	115 975	114 421	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	4 781	45 257	45 197	45 062	
- IS *	4 037	9 960	10 138	10 138	
- TVA	11 052	70 893	68 780	68 397	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	3 731	-23 004	-17 076	-17 076	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 223	101 983			16
Dettes financières de l'Etat	7 997	1 645 378			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2016	2015 retraité	2015 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Dépenses de personnel	10 749	62 367	61 821	61 868
Dépenses de fonctionnement	3 333	25 457	25 597	25 554
Charges de la dette de l'Etat	19	20 438	20 046	20 046
Dépenses d'investissement	699	5 244	5 240	5 247
Dépenses d'intervention	9 126	46 295	45 687	41 275
Dépenses d'opérations financières	115	853	865	861
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	24 041	161 642	160 244	155 839
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	28 218	149 404	146 650	145 145
Recettes non fiscales	344	4 770	5 635	5 613
Prélèvements sur recettes	-4 554	-32 254	-37 980	-38 007
Fonds de concours	173	929	1 671	1 671
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	24 180	122 849	115 975	114 421
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	28 735	155 102	153 956	152 428
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	140	-38 793	-44 268	-41 418
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 332	1 996	2 371	2 371
Solde des comptes de concours financiers	4 899	-25 472	-19 900	-19 900
Solde des comptes de commerce	134	468	439	439
Solde des comptes d'opérations monétaires	30	-10 246	-1 559	-1 559
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	3 731	-23 004	-17 076	-17 076
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	3 871	-61 798	-61 345	-58 494



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2016	2015 retraité	2015 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 749	62 367	61 821	61 868
Rémunérations d'activité	6 021	35 359	35 013	35 030
Cotisations et contributions sociales	4 646	26 609	26 392	26 421
Prestations sociales et allocations diverses	81	399	416	417
AUTRES TITRES	13 292	99 275	98 423	93 971
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 333	25 457	25 597	25 554
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 152	11 437	11 038	11 040
Subventions pour charges de service public	1 181	14 020	14 559	14 515
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	19	20 438	20 046	20 046
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	19	20 438	20 046	20 046
Titre 5 - Dépenses d'investissement	699	5 244	5 240	5 247
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	611	4 241	4 398	4 405
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	89	1 002	842	842
Titre 6 - Dépenses d'intervention	9 126	46 295	45 687	41 275
Transferts aux ménages	4 575	22 979	22 856	19 738
Transferts aux entreprises	1 826	6 660	6 507	5 522
Transferts aux collectivités territoriales	573	4 079	3 745	3 693
Transferts aux autres collectivités	2 148	12 564	12 575	12 317
Appels en garantie	4	12	5	5
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	115	853	865	861
Prêts et avances	2	31	36	36
Dotations en fonds propres	79	252	259	255
Dépenses de participations financières	35	570	569	569
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	24 041	161 642	160 244	155 839



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2016		Cumul à fin juin 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	165	214	2 007	1 847	1 622
Action de la France en Europe et dans le monde	82	83	1 224	1 162	1 012
Diplomatie culturelle et d'influence	34	80	573	333	425
Français à l'étranger et affaires consulaires	49	50	213	208	179
Conférence "Paris Climat 2015"	-1	1	-3	144	7
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	224	273	1 412	1 414	1 375
Administration territoriale	140	142	827	796	809
Vie politique, culturelle et associative	16	45	150	188	153
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	68	85	435	431	414
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	145	181	1 466	1 213	1 324
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	50	86	652	441	582
Forêt	3	3	200	192	195
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	42	282	257	225
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	50	50	331	323	323
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	60	101	1 023	1 498	1 452
Aide économique et financière au développement	10	43	210	719	717
Solidarité à l'égard des pays en développement	50	57	813	779	735
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	31	50	1 872	1 842	1 941
Liens entre la Nation et son armée	2	1	16	16	11
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	29	33	1 770	1 770	1 880
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	15	86	56	51
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	49	48	325	314	316
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	30	176	177	176
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	18	110	98	101
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	212	276	1 597	1 128	1 117
Patrimoines	45	91	588	343	338
Création	96	87	433	269	310
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	72	99	576	516	468
DEFENSE	3 666	3 652	19 534	21 953	21 316
Environnement et prospective de la politique de défense	70	136	680	839	712
Préparation et emploi des forces	775	815	4 543	4 313	4 101
Soutien de la politique de la défense	2 117	2 176	11 443	11 386	11 333
Equiperment des forces	705	524	2 867	5 416	5 169
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	141	120	621	539	573
Coordination du travail gouvernemental	71	52	257	209	237
Protection des droits et libertés	23	25	62	66	63
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	47	43	301	265	274
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	293	718	6 568	5 393	5 936
Infrastructures et services de transports	182	343	2 346	2 249	2 437
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	-18	20	73	83	79
Météorologie	0	0	146	97	100
Paysages, eau et biodiversité	22	13	166	125	151
Information géographique et cartographique	0	0	70	47	47
Prévention des risques	-140	-140	-45	-74	74
Energie, climat et après-mines	3	2	351	237	366
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	244	306	1 683	1 734	1 751
Service public de l'énergie (1)	0	174	1 779	894	932
ECONOMIE	104	142	803	672	701
Développement des entreprises et du tourisme	56	92	486	362	387
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	34	35	230	227	233
Stratégie économique et fiscale	14	15	87	83	81



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2016		Cumul à fin juin 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	367	2 048	15 295	9 633	8 863
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	124	123	831	616	572
Aide à l'accès au logement	0	1 741	14 184	8 687	8 090
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	243	185	280	330	202
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	24	38	20 595	20 646	20 236
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	19	19	20 438	20 438	20 046
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	5	4	13	12	5
Epargne	0	15	144	96	185
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	100	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 671	5 674	35 060	34 745	34 145
Enseignement scolaire public du premier degré	1 735	1 734	10 142	10 139	9 901
Enseignement scolaire public du second degré	2 648	2 669	15 889	15 875	15 576
Vie de l'élève	313	318	3 110	3 000	2 952
Enseignement privé du premier et du second degrés	725	691	4 048	3 968	3 903
Soutien de la politique de l'éducation nationale	169	169	1 131	1 028	1 022
Enseignement technique agricole	81	93	740	735	790
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	940	959	5 691	5 441	5 653
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	702	720	4 106	3 996	4 132
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	98	82	555	491	536
Facilitation et sécurisation des échanges	118	124	852	792	813
Entretien des bâtiments de l'Etat	14	11	58	50	56
Fonction publique	7	21	120	113	116
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	129	133	544	476	255
Immigration et asile	122	128	518	455	247
Intégration et accès à la nationalité française	7	5	26	20	8
JUSTICE	689	792	4 121	4 132	3 901
Justice judiciaire	272	294	1 712	1 677	1 607
Administration pénitentiaire	308	389	1 475	1 625	1 537
Protection judiciaire de la jeunesse	71	69	459	383	373
Accès au droit et à la justice	8	9	295	293	235
Conduite et pilotage de la politique de la justice	30	32	180	153	147
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	24	91	334	263	296
Presse	14	14	100	100	96
Livre et industries culturelles	9	77	229	158	122
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	4	4	78
OUTRE-MER	73	513	1 387	1 276	1 268
Emploi outre-mer	18	432	1 153	938	972
Conditions de vie outre-mer	55	81	234	338	296
POLITIQUE DES TERRITOIRES	76	77	158	181	347
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	11	18	41	87	108
Interventions territoriales de l'Etat	0	3	7	7	12
Politique de la ville	64	56	109	87	227
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2016		Cumul à fin juin 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	400	957	22 802	13 780	14 118
Formations supérieures et recherche universitaire	126	261	12 342	6 507	6 242
Vie étudiante	118	225	1 737	1 524	1 615
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4	17	5 630	3 261	3 806
Recherche spatiale	0	310	1 303	1 015	716
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	-8	6	1 038	857	1 025
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	41	83	372	343	419
Recherche duale (civile et militaire)	0	13	83	83	89
Recherche culturelle et culture scientifique	95	3	99	5	27
Enseignement supérieur et recherche agricoles	24	39	198	184	179
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	73	569	5 071	3 741	4 263
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	32	360	3 047	2 291	2 817
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	412	426
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	41	141	1 268	1 038	1 019
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	506	202	2 082	1 617	1 601
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	471	185	1 954	1 484	1 378
Concours spécifiques et administration	35	17	128	133	224
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	13 998	13 997	53 790	53 782	51 816
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	13 658	13 657	50 726	50 718	49 428
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	340	340	3 064	3 064	2 388
SANTE	65	338	1 014	714	751
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	12	31	325	152	246
Protection maladie	53	307	690	562	505
SECURITES	1 587	1 726	9 657	9 160	8 977
Police nationale	859	892	4 983	4 854	4 758
Gendarmerie nationale	696	788	4 444	4 072	4 004
Sécurité et éducation routières	5	3	17	10	9
Sécurité civile	27	43	213	224	207
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	548	2 508	15 834	9 873	10 029
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	36	963	4 077	2 151	2 387
Handicap et dépendance	8	1 183	10 718	6 843	6 718
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	7	5	9
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	502	359	1 032	875	915
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	55	139	496	350	260
Sport	21	63	175	156	139
Jeunesse et vie associative	34	76	321	194	121
TRAVAIL ET EMPLOI	767	1 503	9 492	6 811	6 621
Accès et retour à l'emploi	416	500	5 970	4 393	4 278
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	295	931	3 115	2 009	1 931
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	8	32	55	51
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	65	376	354	361
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	31 080	38 038	241 640	215 424	212 060
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	17 081	24 041	187 849	161 642	160 244

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois	Cumul à fin juin		
	Jun	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 899	45 937	46 038	45 934
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	196	821	798	798
Impôt sur les sociétés (C)	12 721	30 149	29 806	29 806
Impôt sur les sociétés	12 432	29 495	29 166	29 166
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	289	654	640	640
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	5 410	8 079	9 317	9 317
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	35	307	351	351
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	1 234	2 231	2 625	2 625
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	7	7
Impôt de solidarité sur la fortune	2 672	3 125	3 291	3 291
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	33	33	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	5	82	113	113
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	2	4	11	11
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	7	10	10
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	13	15	15
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	11	47	35	35
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	176	178	180	180
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	6	6
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	2	8	27	27
Recettes diverses	1 233	2 042	2 612	2 612
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 501	7 617	5 850	5 850
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 510	98 544	95 528	95 145
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 978	12 039	11 129	10 142
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	28	205	183	183
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	79	74	74
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	5	3	3
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	149	926	806	806



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€.	Mois	2016	2015 retraité
Mutations à titre gratuit par décès	990	5 084	4 682	4 682
Contribution de sécurité immobilière	51	306	273	273
Autres conventions et actes civils	46	303	227	227
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	195	188	188
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	11	74	58	58
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	22	146	92	92
Timbre unique	4	52	56	56
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	208	1 574	1 335	403
Autres droits et recettes accessoires	1	3	3	3
Amendes et confiscations	11	20	24	24
Taxe générale sur les activités polluantes	7	80	112	112
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	14
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	12	85	84	84
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	26	26	26
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	27	26	26
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	9	35	35
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	25	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	176	1 015	1 056	1 056
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	66	344	314	314
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	207	187	187
Prélèvement sur les paris sportifs	22	138	97	97
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	31	29	29
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	53	362	413	413
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	2	2
Autres taxes	30	114	118	48
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	42 215	203 186	198 466	196 992
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	28 218	149 404	146 650	145 145



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.	Juin			
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	594	1 946	1 946
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	6	6	6
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	25	110	110
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	563	1 830	1 830
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	67	1 462	791	791
Revenus du domaine public non militaire	19	106	120	120
Autres revenus du domaine public	3	82	70	70
Revenus du domaine privé	5	29	26	26
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1	739	78	78
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	36	362	466	466
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	135	23	23
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	3	10	7	7
Produits de la vente de biens et services (C)	84	469	457	457
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	35	184	192	192
Autres frais d'assiette et de recouvrement	44	274	255	255
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	3	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	4	4
Autres recettes diverses	4	7	4	4
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	26	176	177	177
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	12	53	65	65
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	4	3	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	7	4	4
Intérêts des autres prêts et avances	3	27	24	24
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	5	70	64	64
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	4	12	13	13



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2016	2015 retraité	2015 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	74	1 252	1 494	1 471
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	23	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	8	813	1 037	1 037
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	3	93	93
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	1	2	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	62	376	327	327
Frais de poursuite	1	5	5	5
Frais de justice et d'instance	1	6	5	5
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	2	2
Divers (F)	94	816	770	770
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	4	237	236	236
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	22	85	95	95
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	47	47
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	4	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	3	3
Récupération d'indus	3	39	15	15
Recouvrements après admission en non-valeur	11	70	62	62
Divers versements de l'Union européenne	0	12	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	11	12	12
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	11	8	8
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	22	118	106	106
Produits divers	17	124	50	50
Autres produits divers	8	93	108	108
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	344	4 770	5 635	5 613



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2016	2015 retraité	2015 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 711	-23 421	-24 788	-24 815
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 800	-19 669	-21 178	-21 178
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-5	-6	-6
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-281	-1 275	-1 496	-1 496
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-205	-241	-179	-179
Dotations élu local	-11	-64	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-25	-19	-19
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	-15	-13	-13
Dotations régionale d'équipement scolaire	-47	-75	-28	-28
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-2	-2
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-1 663	-1 665	-1 665
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-29	-39	-100	-100
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-23	-26	-20	-20
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-41	-41	-41
Dotations exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du versement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-28	-282	-2	-2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	26	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-843	-8 833	-13 192	-13 192
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 554	-32 254	-37 980	-38 007
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	159	813	1 523	1 523
Fonds de concours - coopération internationale	14	116	148	148
TOTAL FONDS DE CONCOURS	173	929	1 671	1 671

(1) création en 2016



	Mois de juin		Cumul à fin juin					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	6 675	5 344	32 180	31 711	34 176	34 082	1 996	2 371
Aides à l'acquisition de véhicules propres	26	25	111	111	135	158	23	46
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	45	149	597	619	850	725	253	106
Développement agricole et rural	36	4	39	36	108	114	68	78
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	29	31	203	179	188	187	-15	8
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 396	78	1 396	1 186	1 461	1 471	65	285
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	34	31	244	154	193	253	-50	98
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	-4	0	0	0	4
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	233	0	0	233	309	233	309
Participations financières de l'Etat	139	8	459	1 619	10	1 495	-448	-124
Pensions	4 542	4 428	27 727	27 592	29 218	29 152	1 491	1 560
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	218	19	219	19	1
Transition énergétique (2)	429	356	1 404	0	1 761	0	358	0
Comptes de concours financiers	8 591	13 490	56 926	49 630	31 454	29 730	-25 472	-19 900
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	174	13	6 041	30	71	43	-5 970	13
Avances à l'audiovisuel public	322	200	1 934	1 833	1 220	1 152	-714	-682
Avances aux collectivités territoriales	8 085	13 233	48 830	47 222	29 948	28 311	-18 882	-18 911
Prêts à des Etats étrangers	9	45	121	464	190	179	70	-285
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	80	25	46	24	-34
Comptes de commerce	445	579	24 027	22 914	24 495	23 353	468	439
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	43	154	211	283	416	466	205	184
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	16	77	73	81	76	4	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	242	242	2 059	1 192	2 059	1 192	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	92	37	256	196	415	377	158	181
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	45	118	21 391	21 141	21 477	21 198	86	57
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	1	0	1	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	10	21	20	37	34	16	14
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	2	12	9	11	10	-1	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	103	133	10 673	3 445	427	1 886	-10 246	-1 559
Emission des monnaies métalliques	0	30	94	87	97	106	3	20
Opérations avec le Fonds Monétaire International	103	103	10 574	3 342	324	1 770	-10 250	-1 573
Pertes et bénéfices de change	0	0	5	16	7	9	2	-6
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 814	19 545	123 806	107 700	90 551	89 051	-33 255	-18 649
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	15 711	19 442	113 232	104 357	90 227	87 281	-23 004	-17 076

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2016
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	520	101	622
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	9
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	36	278
	Total organismes à caractère financier	773	137	909
	CEPL			
	Régions	1 662	1 193	2 855
	Départements	4 826	-1 397	3 429
	Communes	21 357	359	21 715
	HLM	323	8	331
	Autres	20 714	763	21 476
	Total CEPL	48 882	925	49 807
	Hôpitaux	4 440	299	4 739
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	2 861	12 994
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	-401	3 759
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	-162	2 624
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	144	1 006
	Total établissements publics nationaux	17 941	2 442	20 383
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 494	-2 204	8 290	
Communautés européennes	2 596	-921	1 675	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	42	3	45	
GIP	615	137	752	
EPL	2 136	811	2 947	
Autres correspondants	12 782	-361	12 422	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 617	548	16 165	
Total Dépôts de fonds du Trésor	100 744	1 225	101 969	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-3	15
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-3	15
Total Passif (A)		100 761	1 222	101 983
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		100 761	1 222	101 983



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2016
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 576 395	62 311	1 638 706
Titres négociables à moyen et long terme	1 423 722	62 066	1 485 788
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	89 632	1 410 884
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	81 488	1 220 733
- <i>taux variable</i>	163 458	8 207	171 665
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-27 566	74 904
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-26 233	67 830
- <i>taux variable</i>	8 009	-1 270	6 739
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	152 673	245	152 918
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	245	152 918
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 666	6	6 672
TOTAL (A+B+C)	1 583 061	62 317	1 645 378



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.